



**DECISION N° 017/2022/ARMP/CRD/DEF DU 09 FEVRIER 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DE L'AGENCE NATIONALE POUR LES
ENERGIES RENOUVELABLES (ANER) SOLLICITANT L'AUTORISATION DE
PASSER, PAR ENTENTE DIRECTE, DES MARCHES RELATIFS A LA FOURNITURE
ET A L'INSTALLATION DE 110 000 LAMPADAIRES SOLAIRES DANS LES
REGIONS DE KAOLACK, FATICK, TAMBACOUNDA, KEDOUGOU, KOLDA,
SAINT-LOUIS ET MATAM SUITE A L'AVIS NEGATIF DE LA DCMP.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la saisine l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) reçue le 28 janvier 2022 ;

Monsieur El Hadji DIAGNE, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Par correspondance reçue le 31 janvier 2022, l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) a saisi le CRD pour solliciter une autorisation de passer, par entente directe, les marchés relatifs à la fourniture et à l'installation de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise Sen Technologies Power dans les régions de Kaolack et Fatick, de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise E.R.T dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou et de 10 000 lampadaires solaires dans les régions de Saint-Louis et Matam, suite à un avis négatif de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 142.3 du Code des Marchés publics que lorsqu'une autorité contractante n'accepte pas les avis et recommandations qui, le cas échéant, auront été formulés par la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics concernant la possibilité d'utiliser une procédure autre que l'appel d'offres ouvert, elle ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

Considérant que la demande de l'ANER est consécutive à l'avis négatif de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), en réponse à la demande d'autorisation de passer par entente directe, les marchés relatifs à la fourniture et à l'installation de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise Sen Technologies Power dans les régions de Kaolack et Fatick, de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise E.R.T dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou et de 10 000 lampadaires solaires dans les régions de Saint-Louis et Matam ;

Que dans un tel cas de figure, le Code des Marchés publics ne fixe pas de délai pour saisir le CRD ;

Qu'il y a lieu de déclarer la saisine de l'ANER recevable ;

LES FAITS

Par lettre du 06 janvier 2022, l'ANER a saisi la DCMP pour solliciter l'autorisation de passer, par entente directe avec les entreprises **SEN TECHNOLOGIES Power, E.R.T, et SUN ECO** les marchés relatifs à la fourniture et à l'installation de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise Sen Technologies Power dans les régions de Kaolack et Fatick, de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise E.R.T dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou et de 10 000 lampadaires solaires dans les régions de Saint Louis et Matam.

Lesdites fournitures consistent, principalement, à la réalisation de l'éclairage public des régions périphériques du pays (Kolda, Matam, Tambacounda, Kédougou) et celles du centre (Kaolack, Fatick, Kaffrine).

Par lettre du 07 janvier 2022, l'organe chargé du contrôle a priori des procédures de passation de marchés a émis un avis défavorable.

C'est ainsi que l'ANER, par lettre reçue le 31 janvier 2022, a saisi le CRD pour solliciter une autorisation pour passer lesdits marchés par entente directe.

LES MOYENS A L'APPUI DE LA DEMANDE

Pour justifier sa demande d'entente directe, l'ANER soutient que les régions périphériques et du centre du fait de leur faible taux d'électrification rurale sont confrontées à d'énormes difficultés notamment des agressions, des vols et du vol de bétails.

C'est pourquoi, elle sollicite l'autorisation de passer, par entente directe, les marchés relatifs à la fourniture et à l'installation de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise Sen Technologies Power dans les régions de Kaolack et Fatick, de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise E.R.T dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou et de 10 000 lampadaires solaires dans les régions de Saint Louis et Matam.

L'ANER souligne que le manque d'électrification rurale entraîne de plus en plus de manifestations parfois violentes avec des dommages collatéraux importants qui troublent l'ordre public.

Pour y remédier, l'ANER déclare que l'Etat du Sénégal a décidé de réaliser en urgence un important programme d'éclairage public par voie solaire destiné à ces régions.

LES MOTIFS DONNES PAR LA DCMP

Après avoir relevé que la demande de l'ANER est fondée sur les dispositions de l'article 76 du Code des Marchés publics (CMP), la DCMP rappelle que les situations prévues pour passer un marché par entente directe sont limitativement énumérées à l'article précité : il s'agit de la détention d'un droit d'exclusivité, des marchés classés « secret », des marchés passés dans le cadre de la mobilisation générale, des marchés complémentaires et de l'urgence impérieuse.

Selon la DCMP, les motifs à l'appui de la saisine de l'ANER notamment le fait de considérer que « le faible taux d'électrification rural entraîne des manifestations permanentes qui troublent l'ordre public avec des dégâts collatéraux parfois importants », appelle l'examen du dossier sur la base des dispositions de l'article 76.2.b) du CMP relatives à l'urgence impérieuse.

Sur ce, elle rappelle que pour l'application des dispositions de l'article susvisé, l'Autorité contractante doit justifier être dans la situation de devoir agir immédiatement pour prévenir ou atténuer un événement qui ne peut être évité par des mesures appropriées.

Poursuivant, elle déclare que la requête de l'ANER n'est adossée à aucune des dispositions de l'article 76 du Code des Marchés Publics.

C'est pourquoi, elle a réservé son avis de non objection.

L'OBJET DE LA DEMANDE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que l'ANER souhaite obtenir du CRD, l'autorisation de passer par entente directe, les marchés relatifs à la fourniture et à l'installation de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise Sen Technologies Power dans les régions de Kaolack et Fatick, de 50 000 lampadaires solaires par l'entreprise E.R.T dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda et Sédhiou et de 10 000 lampadaires solaires dans les régions de Saint Louis et Matam, suite à l'avis négatif de la DCMP.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 60.3 du Code des Marchés publics (CMP) que l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe ;

Que par dérogation à ce mode de passation qui garantit la liberté d'accès des candidats aux marchés publics, les autorités contractantes peuvent recourir à des procédures qui restreignent la concurrence, tels que l'appel d'offres restreint ou l'entente directe, lorsque des situations limitativement énumérées par le Code des Marchés publics se présentent ;

Considérant que dans le cas de la présente saisine, l'ANER envisage de passer des marchés par entente directe en justifiant sa demande par l'urgence que revêt la réalisation d'un important programme d'éclairage public des régions périphériques du Sénégal ;

Qu'elle soutienne que la réalisation des prestations constitue une nécessité à prendre en charge de manière urgente au regard des difficultés énormes que vivent ces populations telles que les agressions, les viols et les vols de bétails, ce qui entraîne de plus en plus des manifestations violentes avec des dommages collatéraux ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 76.2 b) dudit Code que l'urgence qui permet de recourir à l'entente directe doit être impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieures à l'autorité contractante et qui imposent une action immédiate ;

Que dans le cas d'espèce, les arguments de l'ANER ne permettent pas d'établir le caractère impérieux de l'urgence qui renvoie aux conditions décrites à l'article 76 du Code des Marchés publics pour permettre de passer un marché par entente directe ;

Qu'en effet, comme relevé à juste raison par la DCMP, il ressort de l'analyse du dossier que les critères cumulatifs susvisés, à savoir l'imprévisibilité, l'irrésistibilité et l'extériorité ne sont pas réunis concomitamment ;

Que dès lors, c'est à bon droit que la DCMP a émis un avis négatif à la demande ;

Qu'en considération de ce qui précède le CRD ne peut donner suite à la demande de l'ANER à recourir à une entente directe ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Déclare la saisine de l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) recevable ;
- 2) Dit que les arguments développés par l'ANER ne permettent pas d'établir une situation d'urgence impérieuse au sens du Code des Marchés publics de nature à justifier l'entente directe ;

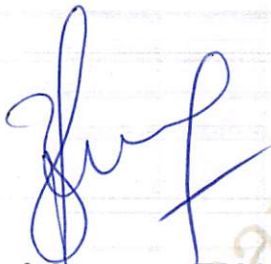
- 3) Dit que dans ces conditions, c'est à juste titre que la DCMP a réservé son avis favorable sur la demande d'entente directe de l'ANER ;
- 4) Dit qu'il y a lieu de ne pas donner suite à la demande de l'ANER à recourir à l'entente directe ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) et à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président

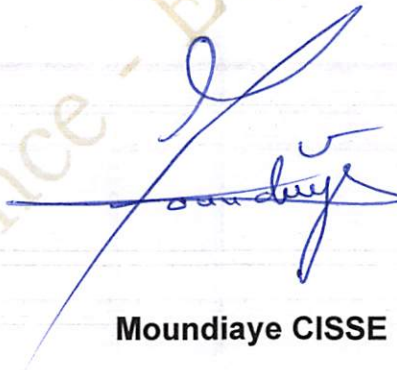


Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG

